Direction des finances et des achats
Sous-direction du budget
Service de la synthèse budgétaire (SSB)

OBJET : Projet de décision modificative n°2 de la Ville de Paris pour l'exercice 2023

2023 DFA 57

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

À l'issue des délibérations 2023 DFA 26-1 et 26-2 adoptées lors du Conseil de Paris des 4, 5, 6, et 7 juillet 2023, les dotations budgétaires de la Ville de Paris pour 2023 ont été établies à :

- Pour le budget d'investissement
  - ✓ 7 139,9 M€ pour les autorisations de programme en dépenses (en tenant compte de l'exécution au 13 juin 2023) ;
  - ✓ 2 709,0 M€ pour les crédits de paiement, en dépenses et en recettes.

- Pour le budget de fonctionnement à 9 887,0 M€.

Les modifications que je vous propose d'y apporter par le présent projet de délibération porteraient :

- Le budget d'investissement à
  - ✓ 6 671,1 M€ pour les autorisations de programme. Ce chiffre tient compte des inscriptions nouvelles proposées dans la présente décision modificative (+42,7 M€) et des mandatements intervenus depuis le budget supplémentaire ;
  - ✓ 2 723,6 M€ pour les crédits de paiement, en dépenses et en recettes.

- Le budget de fonctionnement à 9 726,9 M€, en dépenses et en recettes.

SOMMAIRE

1ÈRE PARTIE – PRESENTATION GENERALE .....

TITRE I – PRESENTATION GENERALE DE L'EQUILIBRE DE LA DM2 2023 .....

SOUS-TITRE I – L'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL .....

SOUS-TITRE II – PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX POSTES DE DÉPENSES ET DE RECETTES.....

TITRE II – PRESENTATION PAR POLITIQUE PUBLIQUE.....

2ÈME PARTIE – LE BUDGET D'INVESTISSEMENT.....

TITRE I – LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME .....

SOUS-TITRE I – RÉCAPITULATIF DES MOUVEMENTS INTERVENUS ANTÉRIEUREMENT .....

SOUS-TITRE II – AJUSTEMENT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME.....

SOUS-TITRE III – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME EN COURS.....

TITRE II – LES CREDITS DE PAIEMENT.....

SOUS-TITRE I – OPÉRATIONS RÉELLES.....

SOUS-TITRE II – OPÉRATIONS D'ORDRE.....

3ÈME PARTIE – LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT.....

TITRE I – LES RECETTES .....

TITRE II – LES DÉPENSES.....

1ère Partie : PRESENTATION GENERALE

Précision méthodologique :

Les budgets présentés dans cette partie sont exprimés en crédits de paiement réels, et n'incluent pas :

- les crédits pour ordre, correspondant à des écritures comptables équilibrées en dépenses et en recettes, neutralisés en analyse financière ;
- les crédits réels correspondants à des opérations équilibrées en dépenses et recettes, également neutralisés en analyse financière.

Ces inscriptions équilibrées sont décrites dans les parties 2 (pour l'investissement) et 3 (pour le fonctionnement) du présent rapport.

TITRE I – PRESENTATION GENERALE DE L'EQUILIBRE DE LA DECISION MODIFICATIVE N°2 (DM2) POUR 2023

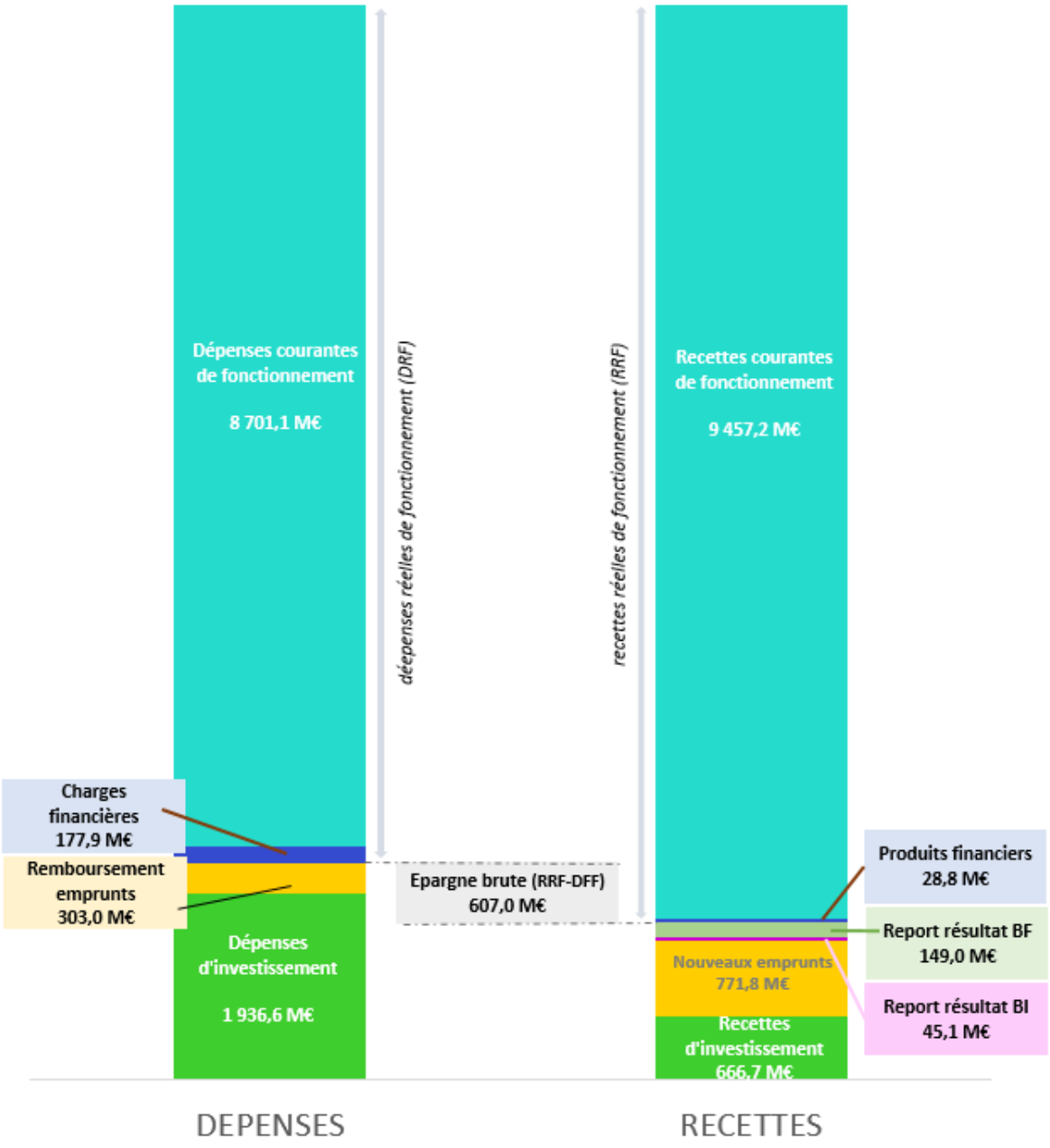
A/ L'équilibre général de la DM2 2023

Le présent projet de DM2 2023 vise à ajuster les crédits votés pour tenir compte de l'exécution prévisionnelle sur les postes décrits ci-après et prévoit des inscriptions techniques.

Ainsi, ce projet prévoit **une désinscription nette de recettes de fonctionnement pour 167,7 M€,** correspondant principalement à la prise en compte de l'évolution prévisionnelle du produit des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) (-200,0 M€), partiellement compensée par l'augmentation prévisionnelle des recettes de taxe de séjour (+23,2 M€). Ce projet prévoit par ailleurs **une inscription de dépenses de fonctionnement nouvelles à hauteur de 19,7 M€**. L'épargne brute est en baisse de 187,4 M€.

Les **recettes d'investissement sont augmentées de 2,9 M€ et les dépenses d'investissement sont diminuées de 9,5 M€**. Compte tenu de ces inscriptions et de la baisse de l'épargne brute de 187,4 M€, **l'autorisation d'emprunt est augmentée de 175,0 M€**.

Equilibre consolidé après projet de DM2 2023 (en M€)



B/ L'évolution des grands postes de dépenses et recettes

Les dépenses d'investissement diminuent de 9,5 M€, correspondant à la désinscription de 10,0 M€ de crédits non ventilés et à l'inscription de 0,5 M€ équilibrés par une recette équivalente au titre d'une régularisation comptable. S'y ajoutent des ajustements entre chapitres afin de mettre le budget en cohérence avec les prévisions d'exécution.

Les recettes d'investissement augmentent de 2,9 M€.

Les dépenses de fonctionnement sont en hausse de 19,7 M€. Cette variation inclut 61,0 M€ de dépenses de gestion nouvelles et -41,3 M€ au titre de la péréquation et des reversements fiscaux.

Les recettes de fonctionnement sont en baisse de 167,7 M€. Cette évolution s'explique par la diminution des recettes de fiscalité (-192,8 M€) correspondant principalement à l'évolution attendue du produit des DMTO (-200,0 M€). En sens inverse, il est attendu une hausse des recettes de gestion (+25,1 M€).

L'ensemble de ces inscriptions est détaillé dans la présentation par politique publique ci-après.

TITRE II – PRESENTATION PAR POLITIQUE PUBLIQUE

La présentation ci-après retrace les principaux mouvements de la DM2, répartis entre les différentes fonctions telles que définies par l'instruction budgétaire et comptable M57.

- **Sécurité**

Les dépenses de fonctionnement sur cette fonction sont augmentées de 1,6 M€ et les dépenses d'investissement diminuent de 2,0 M€. Il s'agit d'ajustements techniques entre chapitres visant à mettre le budget en cohérence avec les prévisions d'exécution.

- **Enseignement, formation professionnelle et apprentissage**

Les **dépenses de fonctionnement** sur cette fonction sont majorées de **3,5 M€** en raison principalement d'un ajustement de la répartition des crédits de masse salariale entre chapitres (+2,0 M€) et de l'inscription de 1,9 M€ supplémentaires pour couvrir les besoins des caisses des écoles.

Les **dépenses d'investissement** sont augmentées de **11,3 M€** correspondant à un ajustement technique entre chapitres afin de mettre le budget en cohérence avec les prévisions d'exécution, notamment s'agissant de l'école de la ZAC Saint-Vincent-de-Paul (14ème arrondissement) (+3,7 M€), de l'école Erlanger (16ème arrondissement) (+2,8 M€), des travaux de sécurité dans les cuisines scolaires (+2,2 M€) ou encore de la cité scolaire Gabriel Fauré (13ème arrondissement) (+2,0 M€).

- **Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs**

Les **dépenses de fonctionnement** sur cette fonction sont augmentées de **1,8 M€.** Cette hausse résulte principalement d'un ajustement technique de la répartition des crédits entre chapitres pour tenir compte des prévisions d'exécution (+1,1 M€ dont +0,3 M€ au titre de la masse salariale). S'y ajoutent une subvention de 0,5 M€ pour le Théâtre de la Ville ainsi qu'un complément de financement de 0,2 M€ au titre de l'indemnité à verser à l'exploitant de la Gaité lyrique en raison de la fermeture temporaire de l'établissement à la suite de défaillances imputables au précédent titulaire. Ce montant est compensé par une recette d'un montant équivalent versée par ce dernier.

Les **recettes de fonctionnement** sont majorées de **0,5 M€**. Cette évolution correspond à la recette précédemment mentionnée au titre de la Gaité lyrique (0,2 M€) ainsi qu'à l'inscription de recettes exceptionnelles (0,4 M€) en provenance de l'État et de la Métropole du Grand Paris pour le cofinancement des animations mises en œuvre dans la fan-zone pendant la coupe du monde de rugby.

Les **dépenses d'investissement** sont augmentées de **15,3 M€** correspondant à un ajustement technique entre chapitres afin de mettre le budget en cohérence avec les prévisions d'exécution, notamment s'agissant des travaux dans les édifices cultuels.

Les **recettes d'investissement** sont en hausse de **2,4 M€** correspondant au remboursement par l'aménageur de la ZAC Gare des Mines-Fillette de sa quote-part des coûts de démolition du parking de la Porte de la Chapelle, réalisée par la Ville dans le cadre de l'opération de construction de l'Adidas Aréna (18ème arrondissement).

- **Santé et action sociale (dont APA et RSA)**

Les **dépenses de fonctionnement** sur cette fonction sont majorées de **14,0 M€**. Cette hausse correspond principalement au financement :

- de mesures d'hébergement et d'accompagnement déployées dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance (+22,4 M€) ;
- des mesures à destination des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) (+6,9 M€) ;
- de la prestation de compensation du handicap (PCH) et des mesures d'hébergement destinées aux personnes en situation de handicap (+3,2 M€) ;
- de subventions pour les clubs de prévention spécialisés (+0,7 M€) et pour l'accueil de réfugiés (+0,3 M€) ;
- de vaccins contre le papillomavirus humain (+0,3 M€) ;
- des mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP) destinées à favoriser l'autonomie de personnes en grande difficulté (+0,3 M€) ;
- de mesures du fonds de solidarité logement (FSL) favorisant l'accès et le maintien dans un logement de personnes et familles ayant des difficultés (+0,2 M€).

En sens inverse, de moindres dépenses sont anticipées au titre du revenu de solidarité active (RSA) (-16,2 M€) compte tenu de la baisse du nombre de bénéficiaires. S'y ajoute un ajustement technique de la répartition des crédits entre chapitres (-4,1 M€ dont -3,9 M€ au titre de la masse salariale).

Les **dépenses d'investissement** sont augmentées de **2,9 M€** correspondant à un ajustement technique entre chapitres afin de mettre le budget en cohérence avec les prévisions d'exécution.

- **Aménagement des territoires et habitat**

Les **dépenses de fonctionnement** sur cette fonction sont en hausse de **3,8 M€**. Cette augmentation correspond principalement à un ajustement de la répartition des crédits de masse salariale entre chapitres (+2,0 M€). S'y ajoutent 1,8 M€ pour financer notamment la remise en état de parcs et jardins de la Ville ayant fait l'objet de dégradations dans le cadre des émeutes qui ont suivi le drame de Nanterre et les dépenses de transport des équipes techniques en charge de la gestion et de l'entretien des parcs et jardins.

Les **dépenses d'investissement** sont augmentées de **2,5 M€**. Ce montant inclut un ajustement technique entre chapitres (-1,5 M€) et un virement de crédits au sein du compte foncier logement entre la part liée aux consignations, imputée sur la fonction « Services généraux », et la part liée aux acquisitions simples, imputée sur la fonction « Aménagement des territoires et habitat » (+4,0 M€).

- **Action économique**

Les **dépenses de fonctionnement** sur cette fonction sont diminuées de **0,2 M€.** Cette baisse résulte d'un ajustement de la répartition des crédits de masse salariale entre chapitres (-0,6 M€), partiellement compensé par l'inscription de subventions aux commerçants parisiens pour les illuminations de fin d'année (+0,2 M€) et de crédits pour le paiement d'impôts et de taxes par les services de la Ville (0,1 M€).

Les **recettes de fonctionnement** sont majorées de **23,2 M€** correspondant à une augmentation attendue du produit de la taxe de séjour revenant à la collectivité parisienne.

Les **dépenses d'investissement** sont diminuées de **8,0 M€**. Ce montant correspond principalement à un ajustement technique entre chapitres, auquel s'ajoute un virement entre chapitre de 0,5 M€ au titre du dispositif « Paris initiative entreprendre », afin de ré-imputer cette dépense sur la fonction « Services généraux ».

Les **recettes d'investissement** sont majorées de 0,5 M€ au titre du dispositif Paris initiative entreprendre, dans le cadre de la ré-imputation précédemment mentionnée.

- **Environnement**

Les **dépenses de fonctionnement** sur cette fonction sont majorées de **9,6 M€**. Ce montant inclut 4,3 M€ pour la collecte, le tri et le traitement des déchets, 2,4 M€ pour les politiques de propreté et 2,1 M€ au titre du marché de location et d'entretien des sanitaires publics. S'y ajoute un ajustement technique entre chapitres pour tenir compte des prévisions d'exécution (+0,8 M€).

Les **recettes de fonctionnement** sont majorées de **1,4 M€.** Ce produit correspond au versement par le Syctom d'une régularisation du montant de la contribution versée par la Ville en 2022.

Les **dépenses d'investissement** sont diminuées de **8,7 M€**. Ce montant correspond à un ajustement technique entre chapitre pour tenir compte des prévisions d'exécution, notamment s'agissant de la maintenance des centres thermiques (-4,5 M€) ainsi que de diverses études et travaux (-3,9 M€).

- **Transports**

Les **dépenses de fonctionnement** sur cette fonction sont majorées de **17,6 M€**, correspondant principalement à 10,0 M€ pour compléter le financement des dispositifs de contrôle du stationnement payant de surface ainsi que des parcs de stationnement concédés, 4,4 M€ au titre de la contribution au Syndicat Vélib Autolib métropole, 3,4 M€ pour le remboursement des titres de transports des collégiens et lycéens et 0,8 M€ au titre des canaux. En sens inverse, il est prévu un ajustement de la répartition entre chapitres des crédits de masse salariale (-2,2 M€).

Les **dépenses d'investissement** augmentent de **18,0 M€** correspondant à un ajustement technique entre chapitres pour tenir compte des prévisions d'exécution, notamment pour la mise en conformité des tunnels routiers, l'exploitation du boulevard périphérique ou encore la création de pistes cyclables.

- **Services généraux**

  - Opérations non ventilées

Les **dépenses de fonctionnement** non ventilées sont diminuées de **41,3 M€**. Ce montant permet d'ajuster les crédits ouverts aux montants des prélèvements notifiés à la Ville de Paris au titre de la péréquation, notamment s'agissant du fonds de solidarité pour les départements de la région Ile-de-France (FSDRIF) et du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) (-17,9 M€), du compte d'affectation spéciale

« Amendes » (-17,6 M€), ainsi que du fond de péréquation sur les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) (-5,8 M€).

Les **recettes de fonctionnement** diminuent de **192,8 M€**. Ce montant correspond principalement à la baisse du produit attendu au titre des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) (-200,0 M€). En sens inverse, à la suite d'un recours auprès des services de l'État, le reversement à la Ville du produit de l'impôt sur les cercles de jeux est rétabli conformément aux prévisions légales (+7,0 M€).

Les **dépenses d'investissement** diminuent de **39,3 M€**, soit :

- un ajustement technique entre chapitres pour tenir compte des prévisions d'exécution (-26,3 M€), permis notamment par la désinscription de crédits initialement destinés à couvrir les besoins éventuels de recapitalisation des opérateurs de la Ville et devenus sans objet (-22,0 M€) ;
- la désinscription de 10,0 M€ de crédits non ventilés ;
- un virement de crédits au sein du compte foncier logement entre la part liée aux consignations, imputée sur la fonction « Services généraux » (-4,0 M€), et la part liée aux acquisitions simples, imputée sur la fonction « Aménagement des territoires et habitat » ;
- l'inscription de 1,0 M€ pour une régularisation comptable au titre du dispositif Paris initiative entreprendre, dont 0,5 M€ correspondant à un virement de crédits depuis la fonction « Action économique » et 0,5 M€ équilibré en recettes sur cette même fonction.

Les inscriptions en dépenses et recettes dans le cadre de la DM2 2023 ont pour conséquence un ajustement de **l'autorisation d'emprunt, qui est augmentée de 175,0 M€**.

- Les opérations ventilées

Les **dépenses de fonctionnement** sur cette fonction dans le cadre des opérations ventilées sont augmentées de **9,5 M€**. Ce montant inclut 4,6 M€ au titre du compte locatif, des transports automobiles municipaux (TAM) et de l'habillement des agents, ainsi que 1,8 M€ au titre de la maintenance des bâtiments et 1,0 M€ au titre de la modernisation des systèmes d'information. S'y ajoute notamment 0,7 M€ au titre des aides d'urgence versées par la Ville aux pays touchés par des catastrophes naturelles (Maroc et Lybie). Par ailleurs, un ajustement de la répartition des crédits de masse salariale entre chapitres est inscrit pour 1,0 M€.

Les **dépenses d'investissement** diminuent de **1,5 M€** correspondant à un ajustement technique entre chapitres pour tenir compte des prévisions d'exécution.

2ème Partie : LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

À l'issue du budget primitif (BP) 2023 adopté lors du Conseil de Paris de décembre 2022, de la décision modificative (DM) n°1 adoptée lors du Conseil de Paris de mars 2023 et du budget supplémentaire (BS) adopté lors du Conseil de Paris de juillet 2023, les dotations budgétaires de la Ville de Paris pour 2023 ont été établies à :

- ✓ 7 139,9 M€ pour les autorisations de programme en dépenses (en tenant compte de l'exécution au 13 juin 2023) ;
- ✓ 2 709,0 M€ pour les crédits de paiement, en dépenses et en recettes.

A l'occasion de la décision modificative, plusieurs modifications sont proposées, aboutissant à l'inscription de :

- ✓ +42,7 M€ pour les autorisations de programme ;
- ✓ +14,6 M€ pour les crédits de paiement (dépenses réelles et d'ordre confondues, non neutralisées).

Il est ainsi proposé de porter les inscriptions budgétaires de la Ville de Paris en investissement à :

- ✓ 6 671,1 M€ pour les autorisations de programme (en tenant compte des mandatements intervenus depuis le BS 23) ;
- ✓ 2 723,6 M€ pour les crédits de paiement, en dépenses et en recettes.

TITRE I - LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

A/ Récapitulatif des mouvements intervenus antérieurement sur les autorisations de programme

Il convient d'intégrer les mouvements intervenus depuis le vote du budget supplémentaire. Ces mouvements concernent des crédits d'engagement de différentes fonctions. La décomposition en est la suivante :

Fonction		Total des mouvements intervenus du 1er juillet au 25 octobre 2023
0	Services généraux	- 550 000 €
4	Santé, action sociale et RSA	+ 550 000 €
Total général		**0 €**

Le virement au profit de la fonction « Santé, action sociale et RSA » porte sur la restructuration de la crèche Saint-Roch (Paris Centre), le marché de travaux devant être engagé avant le vote de la présente décision modificative.

B/ Nouvelles autorisations de programme

Le présent projet de DM2 soumet au Conseil de Paris des ajustements en AP à hauteur de +42,7 M€ en dépenses et +2,9 M€ en recettes.

	Montant des ajustements DM2	
Fonction	**Dépenses**	**Recettes**
0 - Services généraux	-4,2 M€	0,0 M€
1 - Sécurité	0,3 M€	
2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	2,6 M€	
3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	3,0 M€	2,4 M€
4 - Santé et action sociale	12,4 M€	
5 - Aménagements des territoires et habitat	26,5 M€	
6 - Action économique	0,2 M€	0,5 M€
7 - Environnement	2,0 M€	
8 - Transport	0,0 M€	
Total	**42,7 M€**	**2,9 M€**

- **Dépenses**

AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT ..... 26,5 M€

6,1 M€ supplémentaires sont mobilisés pour le financement des opérations « Embellir vos quartiers », 4,0 M€ pour les participations au titre de la voirie au bilan de la ZAC Paris rive gauche dans le 13ème arrondissement, 3,6 M€ pour les régularisations de déconsignations correspondant à des écritures équilibrées en recettes, 2,0 M€ pour l'opération de réaménagement de la porte Maillot (17ème arrondissement) et 1,4 M€ pour le réaménagement de la Porte de la Chapelle (18ème arrondissement). S'y ajoutent notamment 0,7 M€ pour le réaménagement de la rue de Clichy (9ème arrondissement) et 0,3 M€ pour les travaux dans les immeubles communaux et copropriétés.

Par ailleurs, 8,3 M€ sont ouverts au titre du compte foncier logement par transfert à partir de la fonction « Services généraux » correspondant à un ajustement entre la part liée aux acquisitions simples et celle liée aux consignations.

SANTÉ, ACTION SOCIALE ET RSA ..... 12,4 M€

6,0 M€ sont proposés au titre de la poursuite des travaux d'accessibilité des lignes de bus, 1,4 M€ pour la poursuite des travaux de restructuration de la crèche collective Glacière (13ème arrondissement) et 1,2 M€ pour la finalisation de la territorialisation de l'ASE, en particulier le relogement sur Moisant (15ème arrondissement). Sont également inscrits 0,9 M€ pour construction de la crèche multi-accueil Exelmans (16ème arrondissement) et 0,7 M€ au titre du centre de protection maternelle et infantile (PMI) du boulevard Exelmans (16ème arrondissement).

Par ailleurs, des crédits sont nécessaires pour la régularisation comptable de dettes connexes entre la Ville et l'ancien département de Paris.

CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS ..... 3,0 M€

2,0 M€ sont prévus pour des travaux de réparation du gymnase Berlémont (11ème arrondissement) partiellement détruit lors des manifestations du 30 juin 2022. S'y ajoutent notamment 0,8 M€ pour des protocoles d'intervention liés à la présence de plomb dans l'église Saint-Gervais-Saint-Protais (4ème arrondissement) et 0,2 M€ pour permettre le financement de fresques artistiques sur des terrains d'éducation physique (TEP) ainsi que l'achat d'œuvres d'art à positionner dans les équipements sportifs au titre de l'olympiade culturelle.

ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE ..... 2,6 M€

Ce montant correspond principalement à 2,6 M€ de crédits pour la régularisation comptable de dettes connexes entre la Ville et l'ancien département de Paris.

ENVIRONNEMENT ..... 2,0 M€

2,0 M€ sont inscrits au titre de l'entretien des carrières afin de traiter les effondrements sous la chaussée.

SÉCURITÉ ..... 0,3 M€

0,3 M€ est inscrit pour l'achat d'un mur d'écrans pour le poste opérationnel de contrôle de la police municipale.

ACTION ÉCONOMIQUE ..... 0,2 M€

0,7 M€ est inscrit au titre du contrat de revitalisation commerciale confié à la Semaest. En sens inverse, 0,5 M€ est transféré vers le chapitre « Services généraux » dans le cadre d'une régularisation comptable au titre du dispositif Paris initiative entreprendre.

SERVICES GÉNÉRAUX ..... -4,2 M€

Ce montant inclut notamment :

- 1,0 M€ pour une régularisation comptable au titre du dispositif Paris initiative entreprendre, dont 0,5 M€ correspond à un transfert depuis le chapitre « Action économique » ;
- 1,0 M€ pour l'installation de système de vidéo-projection dans les salles de l'Hôtel-de-Ville ;
- 0,6 M€ pour une régularisation de taxe d'aménagement ;
- 0,5 M€ pour des interventions de mise aux normes des ascenseurs ;
- 0,5 M€ pour la réalisation de travaux de transformation d'un lot de parkings en bureaux au 94-108 rue des Poissonniers (18ème arrondissement) ;
- 0,3 M€ pour des travaux pour le relogement de services sur le site Bourdelle (15ème arrondissement).

En sens inverse, 8,3 M€ sont transférés vers la fonction « Aménagement des territoires et

habitat » correspondant à un ajustement au sein du compte foncier logement entre la part liée aux acquisitions simples et celle liée aux consignations.

- **Recettes**

CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS ..... 2,4 M€

Les recettes d'investissement sont augmentées de 2,4 M€ correspondant au remboursement par l'aménageur de la ZAC Gare des Mines-Fillette de sa quote-part des coûts de démolition du parking de la Porte de la Chapelle, réalisée par la Ville dans le cadre de l'opération de construction de l'Adidas Aréna (18ème arrondissement).

ACTION ÉCONOMIQUE ..... 0,5 M€

0,5 M€ est ouvert dans le cadre d'une régularisation comptable au titre du dispositif Paris initiative entreprendre.

C/ Situation des autorisations de programme en cours

À l'issue du BP 2023 adopté en décembre 2022, de la DM1 adoptée en mars 2023, du compte administratif adopté en juin 2023 et du BS adopté en juillet 2023, le stock net a été établi à 7 139,9 M€ en tenant compte de l'exécution à date.

Avant le vote de la présente DM2, le stock net s'élève à 6 628,4 M€. Ce montant tient compte des mandatements intervenus depuis la précédente étape budgétaire.

Les mouvements proposés dans le cadre du présent projet de décision modificative impliquent une augmentation du stock net d'AP de 42,7 M€ en dépenses, ce qui le porte à 6 671,1 M€.

Le tableau qui suit retrace le détail de la situation des autorisations de programme en cours par fonction :

Fonction	Libellé	Stock brut au 31/12/2022 (a)	CA 2022		Stock net au 31/12/2022 réporté en 2023 (d=a-b-c)	BP 2023 ('e)	DM1 2023 ('f)	BS 2023 ('g)	Stock brut 2023 avant DM2 ('g=d+e+f)	Liquidé au 23/10/2023 ('h)	Stock net au 23/10/2023 ('i=g-h)	DM2 2023 ('j)	Stock net après DM2 2023 (k=i+j)
			Mandaté après régularisation (b)	Solde des AP terminées (c)									
0	Services généraux	1 109,5 M€	224,1 M€	150,8 M€	734,7 M€	381,0 M€	-59,8 M€	84,3 M€	1 140,2 M€	120,2 M€	1 020,0 M€	-4,2 M€	1 015,8 M€
1	Sécurité	43,3 M€	24,6 M€	0,7 M€	18,0 M€	28,3 M€	-1,2 M€	3,2 M€	48,2 M€	21,7 M€	26,6 M€	0,3 M€	26,8 M€
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	506,0 M€	113,2 M€	4,5 M€	388,2 M€	105,9 M€	-15,8 M€	15,0 M€	493,4 M€	60,2 M€	433,2 M€	2,6 M€	435,8 M€
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	822,0 M€	222,1 M€	6,6 M€	593,4 M€	156,8 M€	14,1 M€	57,1 M€	821,4 M€	156,0 M€	665,4 M€	3,0 M€	668,4 M€
4	Santé et action sociale (dont APA, RSA et régularisation RMI)	299,1 M€	48,6 M€	9,4 M€	241,2 M€	64,1 M€	-5,7 M€	16,6 M€	316,2 M€	30,9 M€	285,3 M€	12,4 M€	297,7 M€
5	Aménagement des territoires et habitat	3 826,0 M€	717,6 M€	24,6 M€	3 083,7 M€	849,0 M€	-317,1 M€	85,6 M€	3 701,1 M€	466,3 M€	3 234,8 M€	26,5 M€	3 261,4 M€
6	Action économique	168,1 M€	18,6 M€	0,7 M€	148,7 M€	49,9 M€	-4,0 M€	1,8 M€	196,4 M€	9,7 M€	186,8 M€	0,2 M€	186,9 M€
7	Environnement	185,8 M€	47,4 M€	3,7 M€	134,8 M€	127,0 M€	-0,3 M€	11,5 M€	273,0 M€	39,2 M€	233,7 M€	2,0 M€	235,7 M€
8	Transports	848,3 M€	258,2 M€	3,9 M€	586,2 M€	79,7 M€	32,4 M€	45,3 M€	743,6 M€	201,1 M€	542,5 M€		542,5 M€
TOTAL GENERAL		**7 808,1 M€**	**1 674,4 M€**	**204,8 M€**	**5 929,0 M€**	**1 841,6 M€**	**-357,4 M€**	**320,4 M€**	**7 733,5 M€**	**1 105,1 M€**	**6 628,4 M€**	**42,7 M€**	**6 671,1 M€**

Le « stock brut » représente le cumul pluriannuel des crédits votés en AP. Le « stock net » représente le montant restant disponible pour liquider sur AP compte tenu des réalisations (mandaté pluriannuel).

TITRE II - LES CRÉDITS DE PAIEMENT

Les inscriptions proposées en dépenses et en recettes pour un montant de 14,6 M€ au titre du présent projet de DM2 sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

Chapitre fonctionnel	Dépenses	Recettes
Opérations réelles	**-9,5 M€**	**177,9 M€**
900 - Services généraux	-1,5 M€	0,0 M€
901 - Sécurité	-2,0 M€	0,0 M€
902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	11,3 M€	0,0 M€
903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	15,3 M€	2,4 M€
904 - Santé et action sociale	2,9 M€	0,0 M€
905 - Aménagements des territoires et habitat	2,5 M€	0,0 M€
906 - Action économique	-8,0 M€	0,5 M€
907 - Environnement	-8,7 M€	0,0 M€
908 - Transport	18,0 M€	0,0 M€
921 - Taxes non affectées	0,6 M€	0,0 M€
923 - Dettes et autres opérations financières	-39,9 M€	175,0 M€
Opérations d'ordre	**24,1 M€**	**49,7 M€**
925 - Opérations patrimoniales	19,7 M€	19,7 M€
926 - Transferts entre sections	4,4 M€	30,0 M€
Opérations budgétaires sans réalisation	**0,0 M€**	**-213,0 M€**
951 - Virement de la section de fonctionnement	0,0 M€	-213,0 M€
Total	**14,6 M€**	**14,6 M€**

En dépenses, l'inscription de 14,6 M€ inclut des transferts entre chapitres au sein des crédits réels, neutres budgétairement, une diminution des dépenses réelles d'investissement de 9,5 M€ et des inscriptions techniques à hauteur de 24,1 M€ (crédits pour ordre) décrites ci-après.

En recettes, l'inscription de 14,6 M€ proposée en projet de DM2 résulte des mouvements suivants :

- une diminution de 213,0 M€ de l'autofinancement en provenance de la section de fonctionnement ;
- une augmentation de l'autorisation d'emprunt de 175,0 M€ ;
- une inscription de 2,9 M€ de recettes nouvelles (voir partie 1) ;
- 49,7 M€ d'inscriptions techniques (crédits pour ordre) décrites ci-après.

- **Opérations d'ordre**

Les inscriptions de crédits pour ordre représentent 24,1 M€ en dépenses et 49,7 M€ en recettes.

Les dépenses et recettes équilibrées du chapitre 925 « Opérations patrimoniales » (19,7 M€) concernent la réintégration dans le bilan de la collectivité des avances et acomptes versés notamment dans le cadre des délégations de maîtrise d'ouvrage.

Les dépenses inscrites sur le chapitre 926 « Transfert entre sections » (4,4 M€) concernent la réintégration de la part annuelle des loyers capitalisés (3,1 M€), les travaux en régie (1,0 M€) et le transfert de subventions d'équipement (0,3 M€).

Les recettes inscrites sur le chapitre 926 « Transfert entre sections » (30,0 M€) concernent les dotations aux provisions pour dépréciation d'actifs.

3ème Partie : LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

À l'issue du BP 2023 adopté lors du Conseil de Paris de décembre 2022 et du BS adopté lors du Conseil de Paris de juillet 2023, les dotations budgétaires de la Ville de Paris pour 2023 ont été établies à 9 887,0 M€ en recettes et en dépenses.

Les inscriptions nouvelles proposées à la présente décision modificative s'élèvent à -160,1 M€.

Il est ainsi proposé de porter les inscriptions budgétaires de la Ville de Paris en fonctionnement à 9 726,9 M€ en recettes et en dépenses.

TITRE I - LES RECETTES

Les inscriptions proposées en recettes dans le présent projet de DM2 sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

	Recettes			
Chapitre fonctionnel	**Budget primitif 2023**	**Budget 2023 post BS**	**Variation DM2 2023**	**Budget 2023 post DM2**
930 - Services généraux	201,5 M€	201,5 M€	0,0 M€	201,5 M€
9305 - Gestion des fonds européens	2,5 M€	2,5 M€	0,0 M€	2,5 M€
931- Sécurité	1,3 M€	1,3 M€	0,0 M€	1,3 M€
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	76,6 M€	76,6 M€	0,0 M€	76,6 M€
933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	96,2 M€	96,4 M€	0,5 M€	97,0 M€
934 - Santé et action sociale	371,7 M€	371,7 M€	0,0 M€	371,7 M€
9343 - APA	22,3 M€	22,3 M€	0,0 M€	22,3 M€
9344 - RSA	263,6 M€	263,6 M€	0,0 M€	263,6 M€
935 - Aménagement des territoires et habitat	78,7 M€	80,6 M€	0,0 M€	80,6 M€
936 - Action économique	182,4 M€	183,1 M€	26,4 M€	209,4 M€
937 - Environnement	756,2 M€	762,3 M€	1,4 M€	763,7 M€
938 - Transports	492,6 M€	492,6 M€	0,0 M€	492,6 M€
Total crédits ventilés	***2 545,6 M€***	***2 554,5 M€***	***28,3 M€***	***2 582,8 M€***
940 - Impositions directes	4 374,2 M€	3 866,2 M€	0,2 M€	3 866,4 M€
941 - Autres impôts et taxes	2 607,6 M€	3 134,0 M€	-193,0 M€	2 941,0 M€
942 - Dotations et participations	70,0 M€	98,8 M€	0,0 M€	98,8 M€
943 - Opérations financières	28,8 M€	28,8 M€	0,0 M€	28,8 M€
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus				
Total crédits non ventilés	***7 080,6 M€***	***7 127,8 M€***	***-192,8 M€***	***6 935,0 M€***
Total crédits réels	**9 626,2 M€**	**9 682,3 M€**	**-164,5 M€**	**9 517,8 M€**
946 - Transferts entre les sections	55,6 M€	55,6 M€	4,4 M€	60,0 M€
953 - Virement à la section d'investissement				
Total crédits d'ordre	**55,6 M€**	**55,6 M€**	**4,4 M€**	**60,0 M€**
002 - Résultat de fonctionnement reporté		149,0 M€		149,0 M€
TOTAL	**9 681,9 M€**	**9 887,0 M€**	**-160,1 M€**	**9 726,9 M€**

En recettes, la désinscription de **160,1 M€** inclut :

- une baisse de 167,7 M€ des crédits réels (hors opérations neutralisées) décrits dans la partie 1 du présent rapport ;
- une hausse de 3,2 M€ des crédits réels équilibrés en dépenses et neutralisés en analyse financière correspondant à la part régionale de la taxe de séjour ;

- une hausse de 4,4 M€ des crédits pour ordre au titre de la réintégration de la part annuelle des loyers capitalisés, des transferts de subventions d'équipement et de la comptabilisation des travaux effectués en régie.

TITRE II - LES DEPENSES

Les inscriptions proposées en dépenses dans le présent projet de DM2 sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

	Dépenses			
Chapitre fonctionnel	**Budget primitif 2023**	**Budget 2023 post BS**	**Variation DM2 2023**	**Budget 2023 post DM2**
930 - Services généraux	829,4 M€	858,0 M€	9,5 M€	867,6 M€
9305 - Gestion des fonds européens	0,4 M€	0,4 M€	0,0 M€	0,4 M€
931- Sécurité	444,9 M€	436,9 M€	1,6 M€	438,5 M€
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	772,3 M€	791,3 M€	3,5 M€	794,8 M€
933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	602,2 M€	622,9 M€	1,8 M€	624,7 M€
934 - Santé et action sociale	1 859,4 M€	1 872,1 M€	24,3 M€	1 896,4 M€
9343 - APA	134,2 M€	134,8 M€	6,6 M€	141,4 M€
9344 - RSA	469,0 M€	471,5 M€	-17,0 M€	454,5 M€
935 - Aménagement des territoires et habitat	273,4 M€	283,6 M€	3,8 M€	287,4 M€
936 - Action économique	56,4 M€	60,0 M€	2,9 M€	62,9 M€
937 - Environnement	758,6 M€	774,3 M€	9,6 M€	783,8 M€
938 - Transports	669,5 M€	679,6 M€	17,6 M€	697,2 M€
Total crédits ventilés	***6 869,8 M€***	***6 985,5 M€***	***64,1 M€***	***7 049,6 M€***
940 - Impositions directes	1 366,4 M€	1 371,5 M€	-17,9 M€	1 353,7 M€
941 - Autres impôts et taxes	275,4 M€	292,0 M€	-5,8 M€	286,3 M€
942 - Dotations et participations	54,3 M€	54,1 M€	-17,6 M€	36,4 M€
943 - Opérations financières	177,9 M€	177,9 M€	0,0 M€	177,9 M€
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	3,1 M€	3,6 M€	0,0 M€	3,6 M€
Total crédits non ventilés	***1 877,1 M€***	***1 899,2 M€***	***-41,3 M€***	***1 857,9 M€***
Total crédits réels	**8 746,9 M€**	**8 884,6 M€**	**22,9 M€**	**8 907,5 M€**
946 - Transferts entre les sections	550,4 M€	550,4 M€	30,0 M€	580,4 M€
953 - Virement à la section d'investissement	384,6 M€	451,9 M€	-213,0 M€	239,0 M€
Total crédits d'ordre	**935,0 M€**	**1 002,3 M€**	**-183,0 M€**	**819,4 M€**
002 - Résultat de fonctionnement reporté				
TOTAL	**9 681,9 M€**	**9 887,0 M€**	**-160,1 M€**	**9 726,9 M€**

En dépenses, la désinscription de **160,1 M€** inclut :

- une hausse de 19,7 M€ de crédits réels (hors opérations neutralisées) décrits dans la partie 1 du présent rapport ;
- une hausse de 3,2 M€ des crédits réels équilibrés en recettes et neutralisés en analyse financière correspondant à la part régionale de la taxe de séjour ;
- 30 M€ de crédits pour ordre concernant les provisions pour dépréciation d'actifs ;
- une diminution de 213,0 M€ de l'autofinancement.

Direction des finances et des achats
Sous-direction du budget
Service de la synthèse budgétaire (SSB)

OBJET : Projet de décision modificative n°2 de la Ville de Paris pour l'exercice 2023

2023 DFA 57

PROJET DE DELIBERATION

2023 DFA 57 1ère

sur la section d'investissement

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 2021 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

Vu la délibération 2020 DFA 20 des 23 et 24 juillet 2020 relative à l'adoption du règlement budgétaire et financier de la Ville de Paris ;

Vu la délibération 2022 DFA 54 1ère adoptée lors du Conseil de Paris des 13, 14, 15 et 16 décembre 2022 arrêtant le budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2023 ;

Vu la délibération 2023 DFA 8 des 14, 15, 16 et 17 mars 2023 arrêtant la décision modificative n°1 ;

Vu les délibérations 2023 DFA 22 des 5, 6, 7 et 8 juin 2023 arrêtant le compte administratif de la Ville de Paris pour 2022 ;

Vu la délibération 2023 DFA 8 des 4, 5, 6, et 7 juillet 2023 arrêtant le budget supplémentaire de la Ville de Paris pour l'exercice 2023 ;

Vu le projet de délibération par lequel Madame la Maire de Paris soumet à son approbation le projet de décision modificative n°2 de la Ville de Paris pour 2023 ;

Sur le rapport présenté par Monsieur Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission ;

D É L I B È R E

Article 1er : La décision modificative n°2 d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2023 est arrêtée comme suit :

- à la somme de **42 744 088,00 €** en dépenses pour ce qui concerne les autorisations de programme, soit un total net post décision modificative n°2 de **6 671 117 339,20 €**, selon l'état annexé (récapitulatif général des autorisations de programme) ;

- à la somme de **14 580 000,00 €** en recettes et en dépenses en ce qui concerne les crédits de paiement, selon l'état annexé.

Article 2 : Madame la Maire de Paris est autorisée à procéder aux virements de crédits, rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget, de chapitre à chapitre dans les limites de 7,5 % des dépenses réelles de la section d'investissement.

Article 3 : Le montant de l'autorisation d'emprunt est augmenté de 174 953 359,00 € et s'élève à **771 793 841,00 €.**

Article 4 : Les autres dispositions de la délibération 2022 DFA 54 1ère arrêtant le budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2023 sont inchangées.

RÉCAPITULATIF GÉNÉRAL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Fonction	Libellé	Stock brut au 31/12/2022 (a)	CA 2022		Stock net au 31/12/2022 réporté en 2023 (d=a-b-c)	BP 2023 ('e)	DM1 2023 ('f)	BS 2023 ('g)	Stock brut 2023 avant DM2 ('g=d+e+f)	Liquidé au 23/10/2023 ('h)	Stock net au 23/10/2023 ('i=g-h)	DM2 2023 ('j)	Stock net après DM2 2023 (k=i+j)
			Mandaté après régularisation (b)	Solde des AP terminées (c)									
0	**Services généraux**	1 109 515 318,15	224 064 984,68	150 751 795,13	734 698 538,34	380 968 685,00	(59 751 629,15)	84 261 000,00	1 140 176 594,19	120 150 387,31	1 020 026 206,88	(4 213 000,00)	1 015 813 206,88
1	**Sécurité**	43 316 212,17	24 597 729,76	728 813,06	17 989 669,35	28 301 664,00	(1 243 963,97)	3 180 000,00	48 227 369,38	21 654 783,96	26 572 585,42	270 000,00	26 842 585,42
2	**Enseignement, formation professionnelle et apprentissage**	505 956 726,59	113 231 093,32	4 484 184,49	388 241 448,78	105 880 221,00	(15 757 077,30)	15 025 640,00	493 390 232,48	60 184 063,90	433 206 168,58	2 574 039,00	435 780 207,58
3	**Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs**	822 049 504,41	222 096 151,62	6 586 275,05	593 367 077,74	156 776 319,00	14 076 272,77	57 145 065,00	821 364 734,51	155 969 314,12	665 395 420,39	3 030 368,00	668 425 788,39
4	**Santé et action sociale (dont APA, RSA et régularisation RMI)**	299 098 722,23	48 556 786,71	9 358 324,62	241 183 610,90	64 148 100,00	(5 652 221,56)	16 565 400,00	316 244 889,34	30 912 366,31	285 332 523,03	12 394 781,00	297 727 304,03
5	**Aménagement des territoires et habitat**	3 825 960 891,74	717 641 209,73	24 604 251,66	3 083 715 430,35	848 961 134,00	(317 146 062,38)	85 576 982,00	3 701 107 483,97	466 272 291,62	3 234 835 192,35	26 537 900,00	3 261 373 092,35
6	**Action économique**	168 064 263,45	18 640 348,82	676 879,46	148 747 035,17	49 854 000,00	(4 021 956,02)	1 830 000,00	196 409 079,15	9 653 655,14	186 755 424,01	150 000,00	186 905 424,01
7	**Environnement**	185 845 275,58	47 361 111,96	3 699 424,65	134 784 738,97	127 003 000,00	(318 584,64)	11 500 000,00	272 969 154,33	39 223 933,46	233 745 220,87	2 000 000,00	235 745 220,87
8	**Transports**	848 298 031,16	258 187 226,91	3 867 817,13	586 242 987,12	79 699 667,00	32 373 670,33	45 290 000,00	743 606 324,45	201 101 814,78	542 504 509,67		542 504 509,67
TOTAL GENERAL		**7 808 104 945,48**	**1 674 376 643,51**	**204 757 765,25**	**5 928 970 536,72**	**1 841 592 790,00**	**(357 441 551,92)**	**320 374 087,00**	**7 733 495 861,80**	**1 105 122 610,60**	**6 628 373 251,20**	**42 744 088,00**	**6 671 117 339,20**

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	**Opérations ventilées**	**1 856 638 827,54**	**0,00**	**48 934 088,00**	**29 790 000,00**	**0,00**	**29 790 000,00**	**0,00**	**29 790 000,00**
900	Services généraux	164 762 541,38	0,00	1 977 000,00	-1 510 000,00	0,00	-1 510 000,00	0,00	-1 510 000,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	33 001 740,26	0,00	270 000,00	-2 000 000,00	0,00	-2 000 000,00	0,00	-2 000 000,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	102 214 711,88	0,00	2 574 039,00	11 250 000,00	0,00	11 250 000,00	0,00	11 250 000,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	274 406 594,96	0,00	3 030 368,00	15 250 000,00	0,00	15 250 000,00	0,00	15 250 000,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	73 785 003,18	0,00	12 394 781,00	2 900 000,00	0,00	2 900 000,00	0,00	2 900 000,00
904-4	RSA	427 267,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	826 675 864,50	0,00	26 537 900,00	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00
906	Action économique	38 879 497,80	0,00	150 000,00	-7 950 000,00	0,00	-7 950 000,00	0,00	-7 950 000,00
907	Environnement	98 428 511,72	0,00	2 000 000,00	-8 650 000,00	0,00	-8 650 000,00	0,00	-8 650 000,00
908	Transports	244 057 094,21	0,00	0,00	18 000 000,00	0,00	18 000 000,00	0,00	18 000 000,00
909	Fonction en réserve								
92	**Opérations non ventilées**	**852 402 978,67**	**0,00**		**-15 210 000,00**	**0,00**		**0,00**	**-15 210 000,00**
921	Taxes non affectées	5 140 000,00	0,00		610 000,00	0,00		0,00	610 000,00
922	Dotations et participations	100 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	478 130 466,67	0,00		-39 900 000,00	0,00		0,00	-39 900 000,00
925	*Opérations patrimoniales*	*313 400 000,00*			*19 680 000,00*	*0,00*		*0,00*	*19 680 000,00*
926	*Transferts entre les sections*	*55 632 512,00*			*4 400 000,00*	*0,00*		*0,00*	*4 400 000,00*
95	***Chapitre de prévision sans réalisation***			**0,00**					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		**2 709 041 806,21**	**0,00**	**42 744 088,00**	**14 580 000,00**	**0,00**	**14 580 000,00**	**0,00**	**14 580 000,00**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)	**0,00**

TOTAL	**14 580 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	**Opérations ventilées**	**248 470 821,07**	**0,00**	**2 900 000,00**	**0,00**	**2 900 000,00**
900	Services généraux	913 021,07	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	15 451 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	77 863 300,00	0,00	2 400 000,00	0,00	2 400 000,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	11 770 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	83 359 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
907	Environnement	3 913 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	54 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve					
92	**Opérations non ventilées**	**1 802 275 263,00**	**0,00**	**224 633 359,00**	**0,00**	**224 633 359,00**
921	Taxes non affectées	3 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	100 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	835 196 482,00	0,00	174 953 359,00	0,00	174 953 359,00
925	*Opérations patrimoniales*	*313 400 000,00*		*19 680 000,00*	*0,00*	*19 680 000,00*
926	*Transferts entre les sections (4)*	*550 378 781,00*		*30 000 000,00*	*0,00*	*30 000 000,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**613 146 934,96**	**0,00**	**-212 953 359,00**	**0,00**	**-212 953 359,00**
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*451 946 934,96*		*-212 953 359,00*	*0,00*	*-212 953 359,00*
954	Produit des cessions d'immobilisations	161 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		**2 663 893 019,03**	**0,00**	**14 580 000,00**	**0,00**	**14 580 000,00**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)	**0,00**
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	**0,00**
TOTAL	**14 580 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée des résultats au budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.
(6) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
	DEPENSES	**607 333 008,05**	**0,00**	**31 001 740,26**	**113 464 711,88**	**289 656 594,96**	**76 685 003,18**	**427 267,65**
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	324 246 337,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	9 763 122,45	0,00	41 833,57	24 218 515,09	34 015 466,28	5 787 260,01	40 000,00
204	Subventions d'équipement versées	31 444 704,27	0,00	20 577 664,00	8 428 333,33	36 289 913,32	14 027 100,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	13 108 046,94	0,00	4 356 346,86	2 790 279,12	6 693 565,72	3 406 644,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	108 936 667,72	0,00	5 305 049,14	77 902 584,34	211 057 649,64	53 463 999,17	387 267,65
26	Participations et créances rattachées	12 375 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	101 609 129,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	720 846,69	125 000,00	1 600 000,00	0,00	0,00
	RECETTES	**1 275 562 862,07**	**0,00**	**1 200 000,00**	**15 451 600,00**	**80 263 300,00**	**11 770 900,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	161 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	103 300 000,00	0,00	0,00	0,00	1 555 000,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	913 021,07	0,00	0,00	15 326 600,00	77 108 300,00	11 770 900,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	984 348 441,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Ville de Paris - BUDGET PRINCIPAL - DM (projet de budget) - 2023

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	25 801 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	1 200 000,00	125 000,00	1 600 000,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
	DEPENSES	**829 175 864,50**	**30 929 497,80**	**89 778 511,72**	**262 057 094,21**		**2 330 509 294,21**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		5 850 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	400 000,00	0,00	0,00		400 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		324 246 337,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	15 976 836,72	736 500,00	2 079 904,82	5 390 318,92		98 049 757,86
204	Subventions d'équipement versées	225 382 907,59	12 689 400,00	5 315 000,00	101 425 500,00		455 580 522,51
21	Immobilisations corporelles	439 675 414,84	11 840 052,82	4 805 323,79	1 675 516,40		488 351 190,49
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	147 887 195,35	5 263 544,98	77 578 283,11	149 902 823,25		837 685 064,35
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		12 375 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		101 609 129,67
45	Opérations pour compte de tiers	253 510,00	0,00	0,00	3 662 935,64		6 362 292,33
	RECETTES	**83 359 000,00**	**500 000,00**	**3 913 000,00**	**54 000 000,00**		**1 526 020 662,07**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		161 200 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		104 855 000,00
13	Subventions d'investissement	83 359 000,00	0,00	3 913 000,00	49 000 000,00		241 390 821,07
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		984 348 441,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	500 000,00	0,00	0,00		500 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		25 801 400,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	5 000 000,00		7 925 000,00

PROJET DE DELIBERATION

2023 DFA 57 2ème

sur la section de fonctionnement

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 2021 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

Vu la délibération 2020 DFA 20 des 23 et 24 juillet 2020 relative à l'adoption du règlement budgétaire et financier de la Ville de Paris ;

Vu la délibération 2022 DFA 54 2ème adoptée lors du Conseil de Paris des 13, 14, 15 et 16 décembre 2022 arrêtant le budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2023 ;

Vu la délibération 2023 DFA 8 des 14, 15, 16 et 17 mars 2023 arrêtant la décision modificative n°1 ;

Vu les délibérations 2023 DFA 22 des 5, 6, 7 et 8 juin 2023 arrêtant le compte administratif de la Ville de Paris pour 2022 ;

Vu la délibération 2023 DFA 8 des 4, 5, 6, et 7 juillet 2023 arrêtant le budget supplémentaire de la Ville de Paris pour l'exercice 2023 ;

Vu le projet de délibération par lequel Madame la Maire de Paris soumet à son approbation le projet de décision modificative n°2 de la Ville de Paris pour 2023 ;

Sur le rapport présenté par Monsieur Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission ;

DELIBERE :

Article 1er : La décision modificative n°2 de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2023 est arrêtée comme suit :

- **Dépenses ..... - 160 093 363,00 €**
- **Recettes..... - 160 093 363,00 €**

conformément à la vue d'ensemble et à la présentation croisée par fonction annexées à la présente délibération.

Article 2 : Madame la Maire de Paris est autorisée à procéder aux virements de crédits, rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget, de chapitre à chapitre dans les limites de 1,5 % des dépenses réelles de la section de fonctionnement du budget municipal, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	**Services ventilés**	**6 985 481 402,88**	**0,00**	**0,00**	**64 147 137,00**	**0,00**	**0,00**	**64 147 137,00**	**64 147 137,00**
930	Services généraux	852 201 621,66	0,00	0,00	9 518 000,00	0,00	0,00	9 518 000,00	9 518 000,00
930-5	Gestion des fonds européens	438 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	436 925 199,53	0,00	0,00	1 575 000,00	0,00	0,00	1 575 000,00	1 575 000,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	791 344 225,31	0,00	0,00	3 450 000,00	0,00	0,00	3 450 000,00	3 450 000,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	624 325 570,11	0,00	0,00	1 763 000,00	0,00	0,00	1 763 000,00	1 763 000,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	1 872 102 626,15	0,00	0,00	24 327 000,00	0,00	0,00	24 327 000,00	24 327 000,00
934-3	APA	134 780 473,90	0,00	0,00	6 600 000,00	0,00	0,00	6 600 000,00	6 600 000,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	473 506 177,97	0,00	0,00	-16 960 000,00	0,00	0,00	-16 960 000,00	-16 960 000,00
935	Aménagement des territoires et habitat	283 601 720,10	0,00	0,00	3 800 000,00	0,00	0,00	3 800 000,00	3 800 000,00
936	Action économique	63 040 339,39	0,00	0,00	2 914 137,00	0,00	0,00	2 914 137,00	2 914 137,00
937	Environnement	774 250 452,47	0,00	0,00	9 560 000,00	0,00	0,00	9 560 000,00	9 560 000,00
938	Transports	678 964 096,29	0,00	0,00	17 600 000,00	0,00	0,00	17 600 000,00	17 600 000,00
939	Fonction en réserve								
94	**Services communs non ventilés**	**2 449 530 707,00**	**0,00**		**-11 287 141,00**	**0,00**		**-11 287 141,00**	**-11 287 141,00**
940	Impositions directes	1 371 543 436,00	0,00		-17 867 430,00	0,00		-17 867 430,00	-17 867 430,00
941	Autres impôts et taxes	292 031 173,00	0,00		-5 779 393,00	0,00		-5 779 393,00	-5 779 393,00
942	Dotations et participations	54 082 094,00	0,00		-17 640 318,00	0,00		-17 640 318,00	-17 640 318,00
943	Opérations financières	177 886 636,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	3 608 587,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
946	*Transferts entre les sections (5)*	*550 378 781,00*			*30 000 000,00*	*0,00*		*30 000 000,00*	*30 000 000,00*
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**451 946 934,96**		**0,00**	**-212 953 359,00**	**0,00**		**-212 953 359,00**	**-212 953 359,00**

Ville de Paris - BUDGET PRINCIPAL - DM (projet de budget) - 2023

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	*Virement à la section d'investissement*	*451 946 934,96*			*-212 953 359,00*	*0,00*		*-212 953 359,00*	*-212 953 359,00*
TOTAL des groupes fonctionnels		9 886 959 044,84	0,00	0,00	-160 093 363,00	0,00	0,00	-160 093 363,00	-160 093 363,00

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (6)	0,00
TOTAL	-160 093 363,00

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(6) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	**Services ventilés**	**2 554 538 563,00**	**0,00**	**28 276 637,00**	**0,00**	**28 276 637,00**
930	Services généraux	201 470 015,00	0,00	0,00	0,00	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	1 282 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	76 630 557,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	96 444 408,00	0,00	513 000,00	0,00	513 000,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	371 698 238,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	APA	22 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	263 590 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	80 649 034,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	183 074 913,00	0,00	26 363 637,00	0,00	26 363 637,00
937	Environnement	762 282 998,00	0,00	1 400 000,00	0,00	1 400 000,00
938	Transports	492 615 890,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve					
94	**Services communs non ventilés**	**7 183 389 440,00**	**0,00**	**-188 370 000,00**	**0,00**	**-188 370 000,00**
940	Impositions directes	3 866 178 991,00	0,00	230 000,00	0,00	230 000,00
941	Autres impôts et taxes	3 134 003 548,00	0,00	-193 000 000,00	0,00	-193 000 000,00
942	Dotations et participations	98 751 719,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943	Opérations financières	28 822 670,00	0,00	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
946	*Transferts entre les sections (4)*	*55 632 512,00*		*4 400 000,00*	*0,00*	*4 400 000,00*
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL des groupes fonctionnels		**9 737 928 003,00**	**0,00**	**-160 093 363,00**	**0,00**	**-160 093 363,00**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)	**0,00**
TOTAL	**-160 093 363,00**

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
	DEPENSES	**2 719 584 406,66**	**438 900,00**	**438 500 199,53**	**794 794 225,31**	**626 088 570,11**	**1 896 429 626,15**	**141 380 473,90**
011	Charges à caractère général	188 700 177,00	254,00	16 179 278,53	45 549 639,31	91 677 804,11	89 684 785,15	501 778,90
012	Charges de personnel et frais assimilés	417 032 950,00	438 646,00	173 814 892,00	538 757 798,00	342 159 181,00	546 544 210,00	4 028 695,00
014	Atténuations de produits	1 837 697 969,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	81 658 087,66	0,00	248 464 281,00	210 486 788,00	192 251 585,00	1 260 200 631,00	136 850 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	3 608 587,00	0,00	41 748,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	177 886 636,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	13 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**7 136 456 943,00**	**2 500 000,00**	**1 282 500,00**	**76 630 557,00**	**96 957 408,00**	**371 698 238,00**	**22 300 000,00**
013	Atténuations de charges	4 273 684,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	18 507 776,00	0,00	0,00	11 008 356,00	47 794 453,00	86 100 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	2 765 497 289,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	4 051 106 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	95 490 101,00	2 500 000,00	1 262 500,00	49 142 090,00	7 033 136,00	237 342 238,00	18 000 000,00
75	Autres produits de gestion courante	171 758 643,00	0,00	20 000,00	16 480 111,00	42 129 819,00	48 256 000,00	4 300 000,00
76	Produits financiers	28 822 670,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
	DEPENSES	**456 546 177,97**	**287 401 720,10**	**65 954 476,39**	**783 810 452,47**	**696 564 096,29**		**8 907 493 324,88**
011	Charges à caractère général	14 207 206,97	84 702 086,10	9 799 306,39	286 311 262,47	110 571 979,29		937 885 558,22
012	Charges de personnel et frais assimilés	14 735 835,00	178 051 494,00	12 094 698,00	356 018 340,00	75 276 184,00		2 658 952 923,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	16 800 000,00	0,00	0,00		1 854 497 969,00
65	Autres charges de gestion courante	427 603 136,00	24 648 140,00	27 260 472,00	141 480 850,00	510 415 933,00		3 261 319 903,66
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 650 335,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		177 886 636,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00		13 300 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
	RECETTES	**263 590 010,00**	**80 649 034,00**	**209 438 550,00**	**763 682 998,00**	**492 615 890,00**		**9 517 802 128,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	78 200,00	0,00		4 351 884,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	4 607 719,00	55 845 930,00	34 588 934,00	436 802 214,00		695 255 382,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 765 497 289,00
731	Fiscalité locale	246 590 010,00	1 666 667,00	140 000 000,00	644 889 706,00	0,00		5 084 253 163,00
74	Dotations et participations	11 500 000,00	2 742 000,00	400 000,00	1 772 000,00	6 587 482,00		433 771 547,00
75	Autres produits de gestion courante	5 500 000,00	71 632 648,00	13 192 620,00	82 354 158,00	49 226 194,00		504 850 193,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		28 822 670,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 000 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

ARRETE – SIGNATURES

Nombre de membres en exercice.....
Nombre de membres présents.....
Nombre de suffrages exprimés .....
VOTES : Pour.....
Contre .....
Abstentions .....

Date de convocation :

Présenté par la Maire,

A Paris, le

Délibéré par le Conseil de Paris

A Paris, le

Les membres du Conseil de Paris

Certifié exécutoire par la Maire, compte tenu de la transmission à la Préfecture,
le et de la publication le

A Paris, le